

Objet: urgence humanitaire square Daviais

Mesdames et Messieurs, élu.e.s de Nantes

Nos collectifs hébergent et accompagnent depuis plusieurs années des migrants non pris en charge par l'État (demandeurs d'asile, déboutés) ou par le Département (mineurs non reconnus). La Ville de Nantes appuie ce travail en finançant les frais d'entretien des lieux et les fluides lorsqu'il s'agit de propriétés municipales. Chaque lieu héberge entre 4 et 50 personnes. Les hébergés s'organisent entre eux pour la cuisine, la propreté des lieux et la vie quotidienne. Lorsque ces lieux sont en bon état, nos collectifs ont très peu à intervenir, si ce n'est la distribution de denrées alimentaires, les cours de français et les appuis administratifs et tout ce qui relève de l'insertion sociale, l'accès à l'emploi, à l'éducation ou à la formation. Avec l'aide du Secours Populaire et des Compagnons d'Emmaüs pour les dons de matériel, et de nombreux citoyens et d'autres associations, nous assurons l'hébergement de près de 300 personnes.

Nous avons à relever aujourd'hui un nouveau défi avec l'arrivée de nombreux migrants à la rue. Les tentatives de mise à l'abri ont échoué et ils se retrouvent à nouveau sous des tentes, totalement démunis et même en danger. A chaque expulsion nous avons contribué avec d'autres à la mise en place de solutions au moins provisoires leur évitant cela. La dernière solution, l'ancien lycée Leloup-Bouhier, avait permis d'assurer un accès à des douches et sanitaires, une distribution de repas sur place, des cours de français et une organisation capable de gérer d'éventuelles tensions. Les intéressés commençaient à trouver l'apaisement indispensable à leur reconstruction personnelle. Aussi nous n'avons pas compris pourquoi la mairie a refusé toute discussion et fait prononcer l'expulsion immédiate sur des arguments qui nous ont paru très discutables.

Aujourd'hui, il n'y a pas de dialogue avec les institutions, et nous découvrons les décisions par communiqué de presse ou intervention policière. La liste des humiliations des exilés et des refus d'assistance malgré nos demandes, est longue et a créé une forte animosité contre les pouvoirs publics. **Ces choix ont profondément choqué les citoyens nantais** et ils l'ont exprimé en manifestant nombreux ce samedi, du jamais vu au cœur de l'été.

Et les quatre expulsions successives ont produit un mouvement de solidarité et de générosité qui continue à s'amplifier. L'« autre Cantine » qui s'est constituée en urgence pour organiser une distribution quotidienne de repas – les associations qui le font toute l'année se sont trouvées dépassées par le nombre – reçoit toujours plus de dons et de bénévoles cuisiniers (migrants compris).

Cette crise humanitaire nécessite l'implication de tous, citoyens solidaires, associations, État, Communes et Département, ensemble. Et nous déplorons qu'elle soit devenu une guerre politique dont les otages sont des migrants.

Nous avons plusieurs fois proposé à la Préfecture, à la Ville de Nantes et aux Communes de la Métropole des solutions simples à mettre en œuvre et peu coûteuses pour l'État responsable de l'hébergement. (art 345-2-2 du Code social et des Familles). Nantes et Saint Herblain ont mis des logements à disposition, mais cet effort ne suffit pas. Nous avons proposé à la mairie d'ouvrir des lieux inoccupés et de les adapter aux besoins. Mme Bassal nous a répondu qu'il n'y en avait pas – réponse étonnante – mais nous a sommé de quitter l'ancien lycée sans nous proposer une quelconque solution alternative.

Sans doute y a t il dans ce refus de porter assistance, des calculs politiques, mais ils ne peuvent pas résister à l'urgence humanitaire. Pour nous, les valeurs constitutionnelles de fraternité et de solidarité valent plus que ces calculs.

Aujourd'hui nous faisons appel à vous pour que très vite des solutions humaines soient trouvées et que nous sortions de ce renvoi de responsabilité entre la Ville et l'État.

Nous souhaitons , en tant qu'élu.e.s de Nantes, que vous nous manifestiez votre solidarité et votre humanité envers les populations migrantes à la rue, et que vous demandiez à votre exécutif :

- **d'ouvrir un véritable dialogue avec les collectifs, associations, intersyndicale pour construire ensemble des solutions**
- **de mettre à disposition d'associations volontaires de petites unités du patrimoine ville ou métropole qu'elle se chargeront d'adapter à l'hébergement d'urgence**
- **de soutenir des initiatives d'habitants telles que l'« Autre Cantine »**

Le « collectif Soutien Migrants Nantes » et le « collectif Urgence Jeunes Migrants 44 » accompagnent 9 lieux d'hébergement, hangar aménagé, pavillons, bureaux transformés où vivent 300 exilés. Les collectifs veillent à l'accès aux droits, à l'éducation, à la santé, au travail... et sont attentifs à une insertion des exilés dans les quartiers.

L'intersyndicale (Solidaires, CGT, CFDT, FSU, UNSA 44) soutient cette démarche.